

Conditions économiques et émigration des élites intellectuelles en Albanie

Jean-Guillaume DITTER et Ilir GEDESHI



Éditeur
AFEMOTI

Édition électronique

URL : <http://cemoti.revues.org/122>

ISSN : 1777-5396

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 1997

ISSN : 0764-9878

Référence électronique

Jean-Guillaume DITTER et Ilir GEDESHI, « Conditions économiques et émigration des élites intellectuelles en Albanie », *Cahiers d'Etudes sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien* [En ligne], 23 | 1997, mis en ligne le 01 mars 2005, consulté le 30 septembre 2016. URL : <http://cemoti.revues.org/122>

Ce document a été généré automatiquement le 30 septembre 2016.

Tous droits réservés

Conditions économiques et émigration des élites intellectuelles en Albanie

Jean-Guillaume DITTER et Ilir GEDESHI

- 1 Durant le second semestre de l'année 1990, quelques mois après la chute du mur de Berlin, symbole parmi les symboles, des exodes massifs vers l'Ouest ont marqué en Albanie le début de mouvements semblables à ceux qu'avaient connus les autres pays d'Europe centrale et orientale. En juillet, 5 000 personnes envahissent ainsi les ambassades de différents Etats d'Europe occidentale. Elles se dirigeront vers l'Italie, la France et l'Allemagne après avoir gagné le statut d'émigrants politiques. En décembre, 3 000 citoyens albanais d'origine grecque passent illégalement la frontière gréco-albanaise ; en mars 1991, environ 20 000 personnes embarquent pour l'Italie et autant traversent à nouveau illégalement la frontière avec la Grèce ; en août, l'Italie doit accueillir 18 000 personnes, qui seront ensuite rapatriées par voies aérienne et maritime par les autorités italiennes. Entre juillet 1990 et août 1991, on estime à 200 000 le nombre des citoyens albanais qui ont émigré¹.
- 2 Après 1991, aucun autre mouvement de cette ampleur n'est noté, mais l'hémorragie continue à un rythme plus lent. Six ans après, ces mouvements, sans précédents en Albanie depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, auraient touché plus de 400 000 personnes (14% de la population totale de l'année 1994), généralement âgées de moins de 30 ans [Misja, 1996]². Au sein de ces mouvements généraux, dirigés principalement vers la Grèce et l'Italie, on distingue une population spécifique, dont le départ pourrait être lourd de conséquences économiques, politiques et sociales pour l'Albanie : les "cerveaux", les élites intellectuelles qui ont été formées dans les universités du pays et ont souvent effectué des séjours de spécialisation scientifique en Europe occidentale dans les années 1980.
- 3 Alors que, sous le système socialiste, les mouvements d'émigration Est-Ouest étaient le plus souvent à caractère politique, des études récentes ont montré que les motifs d'ordre économique avaient pris une importance nouvelle depuis 1990, appelant à la constitution de nouveaux outils d'analyse³. En Albanie, l'émigration des élites intellectuelles semble à

première vue elle aussi liée à des causes de nature économique, qu'il nous semble nécessaire de préciser. Elle n'est pas non plus sans effet sur les conditions de l'activité économique en Albanie même, bien que ces derniers soient à l'heure actuelle encore difficiles à évaluer. Le but de cet article est de présenter de manière analytique les résultats d'une enquête sur l'émigration des élites scientifiques et intellectuelles effectuée en janvier-mars 1996 auprès des principales institutions scientifiques et universités albanaises. Cette présentation sera précédée d'une analyse de l'évolution des conditions économiques et sociales en Albanie durant cette même période, qui nous permettra de mettre en relief certains des déterminants de l'émigration des élites intellectuelles.

- 4 La longue période d'autarcie qu'a connue l'Albanie, accompagnée de la mise en oeuvre d'une politique de développement économique volontariste axée sur l'industrie lourde, a entraîné un gaspillage considérable des ressources nationales, tout en déséquilibrant les structures productives. Au tournant des années 1990, les premiers signes d'une crise socio-économique profonde, sur le point de provoquer l'effondrement du système socialiste, étaient perceptibles.
- 5 Premier signe de l'émergence d'une crise structurelle, les statistiques albanaises mettent en relief une tendance à la diminution des rythmes de croissance de longue période entre 1951 et 1990, liée à l'épuisement des ressources de la croissance extensive (tableau 1). Le rythme de croissance des investissements décroît également de moitié dans le courant des années 1970 -plus précisément après l'interruption de l'aide économique chinoise en 1978- pour atteindre un minimum durant la période 1986-90. On remarque en outre depuis la fin de cette même décennie une diminution de l'efficacité de ces investissements, mettant en relief l'incapacité du système à passer à un mode de développement intensif. Les conséquences majeures en sont la baisse du rythme du développement économique et l'apparition progressive du chômage. L'héritage du système, de ses mécanismes et structures, la propriété d'Etat et la planification centralisée, mais aussi les formes d'organisation de la production et de l'échange, semblent être les causes principales des difficultés rencontrées⁴.
- 6 Dans les années 1980, cette crise structurelle se double d'une crise conjoncturelle, qui se traduit par l'affaiblissement continu du rythme de croissance du produit intérieur brut, l'apparition de tensions inflationnistes et du chômage, la stagnation, puis la diminution, du revenu réel par habitant, et enfin le rationnement des produits alimentaires pendant la deuxième moitié des années 1980. L'écart avec les pays occidentaux s'est alors creusé : pour un indice de PIB par habitant de 100 en RFA en 1987, le niveau de l'Albanie n'est que de 13, contre 97 en Italie et 50 en Grèce, deux voisins proches [CEE/ONU, 1992].
- 7 Quand le revenu réel par habitant baisse, quand la fréquence des pénuries et les écarts de bien-être avec l'Ouest s'accroissent, la crise prend alors une dimension systémique, qui s'exprime par une perte de confiance dans la légitimité du régime politique et économique, puis sa contestation ouverte. L'exode de juillet 1990, qui manifeste une préférence initiale de la population pour le départ (*exit*) plutôt que la prise de parole (*voice*)⁵, en est une manifestation. C'est donc dans ce contexte de triple crise -structurelle, conjoncturelle et systémique- d'une "crise globale" selon la conception de Drach [1984], ou d'une "grande crise" selon celle de Chavance [1995], que la chute du mur de Berlin va servir de catalyseur à un processus cumulatif de déstabilisation du régime. Celui-ci culmine en décembre 1990 quand, après des manifestations étudiantes (donc le recours à

la prise de parole), le Parti du travail albanais accepte sans violence le pluralisme politique et l'économie de marché.

Tableau 1 : Indicateurs macro-économiques albanais, 1950-1990

	Croissance du revenu national (%)	Investissement (a)	Augmentation de l'invest./la période précédente (a)	Augmentation du revenu national/la période précédente (a)	Population en âge de travailler (b)	Chômeurs en fin de période
1951-1955	13,9	2,1	1,4	1,1	666	-
1956-1960	8,2	4,5	2,4	1,1	796	-
1961-1965	6,3	6,4	1,9	1,2	905	-
1966-1970	10,8	10,1	3,7	2,7	1.051	-
1971-1975	7,8	15,1	5,0	3,0	1.260	-
1976-1980	3,0	18,4	3,3	1,5	1.469	-
1981-1985	1,6	21,6	3,2	1,0	1.688	50.000
1986-1990	1,0	22,1	0,5	0,7	1.920	120.000

Source: Annuaire statistique albanais (1991), INSTAT, Tirana.

(a) Milliards de leks (b) *1 000 personnes (-) : non déterminé

- 8 A la fin des années 1980, le pays est donc au bord du chaos économique. Cette menace devient une réalité en 1991, quand le système de décision centralisé s'effondre, laissant l'économie sans organes de commande. Le plan n'existe plus, sans qu'un système d'économie de marché ait été mis en place : ni plan ni marché, mais une situation de chaos, qui va s'aggraver avec les conflits politiques, les grèves et l'extension à l'ensemble du territoire de destructions, par pillage ou incendie, d'une partie de la propriété socialisée. A la fin du premier semestre de 1992, durant la première partie de cette transition en deux temps, la situation générale et économique du pays peut être résumée par quelques indicateurs macro-économiques classiques :

- 9 • la chute brutale du niveau de la production industrielle, supérieure à 40% durant l'année 1991, à 60% en 1992, années durant lesquelles des branches entières de l'industrie disparaissent. La production agricole subit aussi une chute importante, conséquence du démantèlement spontané des anciennes coopératives agricoles et de la disparition des systèmes étatisés d'approvisionnement en intrants et de commercialisation des produits ;
- 10 • un chômage ouvert, qui touche 394 000 personnes (26,5% de la population active) ;
- 11 • un déficit budgétaire considérable, supérieur à 25% du PIB dans l'année 1991, et qui atteint 60% au premier semestre de l'année 1992, en raison d'un accroissement rapide et partiellement incontrôlé des dépenses, alors que les recettes fiscales diminuent ;
- 12 • une dette extérieure en croissance rapide (94,5 millions d'USD en 1990, 498 millions en 1991, 638 millions en 1992) [BERD, 1996], due à des opérations malheureuses sur le marché des changes et au déficit de la balance des paiements courants. De fait, le pays a été placé dans l'impossibilité de faire appel au crédit des organismes internationaux après 1991 ;
- 13 • l'hyper-inflation, qui atteint 104,1% annuels en 1991, 170% entre janvier et avril 1992 ;
- 14 • la dépréciation continue de la monnaie nationale, le lek, dont le taux par rapport au dollar passe de 7 leks pour 1 dollar en 1990, à 25 en décembre 1991 et 106,5 en avril 1992 ;
- 15 • un déficit commercial accru, provoqué par la diminution des exportations et la croissance des importations. En 1991, ce déficit est de 308 millions d'USD, en 1992 de 452 millions d'USD.
- 16 Cette situation économique difficile est aussi une conséquence du manque de stabilité politique du pays, qui provoque la paralysie des organes administratifs et des institutions légales, ainsi que la rotation rapide des gouvernements (gouvernements Nano 1 et Nano 2, gouvernement de stabilité nationale et gouvernement technique), suite à une succession de grèves et conflits politiques entre mars 1991 et mars 1992. Le désordre empêche la mise en oeuvre d'une stratégie de réforme économique cohérente et de long terme et contribue à la chute du niveau de vie de la population. Il aboutit à une pénurie accrue de produits alimentaires confinant à la disette.
- 17 Au-delà de l'aide d'urgence apportée par l'Union européenne, la mise en oeuvre de réformes économiques radicales est considérée dès lors comme la seule voie pour le pays, la plus réaliste à terme. Les premiers impératifs en deviennent la stabilisation macro-économique, la libéralisation des prix, des salaires et du commerce extérieur, conditions préalables et considérées indispensables au bon fonctionnement des mécanismes de l'économie de marché.
- 18 Le programme de stabilisation macro-économique, qui jouit de l'appui des grandes organisations internationales (Fonds monétaire international, Banque mondiale), est appliqué en Albanie à partir d'avril 1992, après la victoire aux élections législatives d'une partie du centre-droite, le Parti Démocratique dirigé par Sali Berisha. Il se fonde sur la libération des prix, du commerce et du taux de change, sur une politique des revenus et une politique monétaire restrictives (gel des salaires et hausse des taux d'intérêt) et la volonté de réduire le déficit budgétaire -qui passe de 20% à la fin de l'année 1992 à 12% en 1995- et le taux d'inflation.
- 19 Le niveau des prix libéralisés est en conséquence multiplié par 10 à 12, hausse qui s'accompagne d'une diminution des subventions à la consommation (2% du PIB en 1993 contre 3,3% en 1992) [FMI 1994]. La volonté de réaliser l'objectif principal du programme

de stabilisation -la réduction de l'inflation à un niveau inférieur à 20% en 1996 [Meski, 1993]- incite les autorités à prendre des mesures lourdes de résorption du déficit budgétaire : réduction des effectifs dans les administrations et entreprises d'Etat, de la police et de l'armée, plafonnement de la croissance des salaires nominaux dans le secteur public, disparition presque totale des subventions aux produits de consommation et aux entreprises d'Etat non rentables (17,8% du PIB en 1991).

- 20 Quatre ans après la mise en oeuvre de cette politique, l'inflation est tombée à moins de 10% en 1995, le déficit budgétaire à 12%, le taux de change du lek par rapport au dollar est resté stable pendant les trois dernières années. La dette extérieure de 500 millions d'USD, héritée du régime précédent, a été soldée par un règlement à hauteur de 20%, le reste ayant été effacé par les organismes et Etats créditeurs. Ces résultats laissent conclure à un succès relatif du programme de stabilisation macro-économique [ibid.]. Toutefois, selon des prévisions d'une étude réalisée par un organisme international, les Albanais espèrent "voir la lumière au bout du tunnel, au mieux vers l'année 2005" [United Nations Development Programme, 1995], car d'autres critères d'évaluation, plus larges que les précédents, rendent des conclusions moins optimistes : la production industrielle a continué de chuter jusqu'en 1995, quoique à un rythme décroissant, et le déficit de la balance commerciale est resté constant, bien que les exportations aient augmenté (tableau 2). Le chômage n'a pour sa part diminué que par l'émigration légale et illégale d'une partie de la main-d'oeuvre potentielle vers les pays voisins.

Tableau 2 : Indicateurs macro-économiques albanais, 1990-1995

	1990	1991	1992	1993	1994	1995
PIB nominal (Millions de lek)	16.813	16.473	49.517	113.041	171.215	203.340
PIB nominal (Millions d'USD)	2.102	1.144	660	1.107	1.781	-
Croissance du PIB (réel, en %)	-10	-28	-7,2	9,6	9,4	8
-dont indus-trie	-14,2	-42	-51,2	-10	-2	1
-dont agri- culture	-5,4	-17,4	18,5	10,4	10,3	9,8
Inflation moyenne	0	35,5	226	85	22,5	7
Inflation en fin d'année	0	104,1	236,6	30,9	15,8	5,0
Taux de change (lek/\$)	7	14,4	74,5	102,4	94,7	93,1

Balance commerciale (millions d'USD)	-150	-308	-470	-499	-459	-482
Chômage (*= 1 000)	150	140	394	301	261	191,6
Déficit budgétaire/PIB (%)	-15	-43,7	-21,8	-16	-13,9	-12,1

Source : FMI (1994), *Albania 1994, in IMF Review*, Washington

(-) : non déterminé.

- 21 La réalisation de ce programme de stabilisation ambitieux aurait d'ailleurs été impossible sans les injections financières massives provenant des organismes internationaux et les envois des émigrés : entre 1991 et 1993, l'Albanie a reçu une aide extérieure de l'Union européenne d'environ un milliard d'USD, soit 300 USD par habitant, alors que le revenu par an et par habitant en Albanie était de 600 USD [Langer, 1992]. En 1992, cette aide extérieure représentait 41% du PIB, 20% en 1993 et seulement 12% en 1994 [United Nations Development Programme, 1995]. Les transferts annuels provenant de l'émigration économique sont pour leur part estimés à 200 millions d'USD en 1991 et 1992 et jusqu'à 400 millions d'USD par an en 1993 et 1994, quand bien même aucune évaluation précise n'a pu être effectuée par les organes et institutions officiels. Ils représenteraient donc jusqu'à 25% du PIB et le chiffre évoqué par les médias est encore supérieur⁶.
- 22 Après la stabilisation et la libéralisation des prix et du commerce extérieur, l'émergence du secteur privé est souvent considérée comme essentielle à la transition vers l'économie de marché. Elle a été réalisée en Albanie par la combinaison de la privatisation des entreprises d'Etat et du développement de nouvelles entreprises privées faisant appel aux capitaux albanais et étrangers. Partant du concept "d'économie libre de marché", auquel se mêlaient des considérations à caractère politique et idéologique, le gouvernement albanais issu des deuxièmes élections pluralistes de mars 1992 a conçu et appliqué un programme de privatisation ambitieux, dont les traits sont apparus d'une manière définitive dans les premiers mois de l'année 1993. Ils sont formulés de façon claire dans le document "Stratégies de privatisation en Albanie, 1994-1996"⁷.
- 23 La réalisation de cette stratégie, dont la rapidité est un critère primordial dans un contexte d'insuffisance des disponibilités intérieures en capital, va conditionner le choix des méthodes de la privatisation -principalement pour les grandes entreprises- en faveur du "modèle tchèque" de privatisation rapide. En conséquence, quatre ans après le début du processus, 70% des unités économiques albanaises sont privatisées et la valeur ajoutée produite par le secteur privé représente 65% du PIB [Kopliku, 1995]. Cette structure productive est dominée par des petites entreprises, voire par des micro-entreprises, faiblement dotées en capital (tableau 3).

Tableau 3 : Nombre d'entreprises privées en activité à la fin de l'année 1994, par catégorie d'effectifs et secteur d'activité

Secteur Effectifs	Agriculture	Industrie	Construction	Commerce	Transports	Services	Total
1	1.004	2.683	241	20.173	5.999	5.823	35.923

2	125	524	146	3.324	989	1.048	6.156
3-4	73	383	103	909	105	470	2.043
5-9	40	211	137	256	18	167	829
10-19	31	107	114	66	12	60	390
20-49	9	89	67	44	9	52	270
50-99	11	20	14	6	6	11	68
>100	4	41	14	3	4	6	72
Total	1.297	4.058	836	24.781	7.142	7.637	45.751

Source : revue *Statistika*, n°8, 1995.

- 24 Le processus de privatisation a ainsi contribué à modifier en profondeur les caractéristiques de l'économie albanaise constituées sous le système précédent. D'une production sans marché, on est passé à un marché sans production ; d'une économie totalement étatisée à une économie totalement privatisée ; d'une économie planifiée et centralisée à une économie décentralisée ; d'une économie fermée, autarcique, à une économie complètement ouverte, voire dépendante ; d'une économie dominée par les grandes entreprises à une économie composée de micro-entreprises. Pour utiliser une expression de Kornai, on se place dans la situation de la pendule, dont le balancier passe d'un extrême à l'autre sans connaître d'équilibre.
- 25 La structure du PIB albanaise a en conséquence elle aussi été modifiée, influençant le volume et la nature de la demande sur le marché de l'emploi : l'industrie, qui représentait en 1990 42% du PIB, n'en représente plus que 11% actuellement, tandis que la part de la production agricole passait de 37% du PIB en 1990 à 56% du PIB en 1995. Certaines branches industrielles dont les technologies étaient obsolètes -industrie métallurgique, mécanique, chimie, textile, papier, agro-alimentaire- ont été exposées brutalement à la concurrence étrangère, tandis que la demande interne s'effondrait et que les subventions d'Etat étaient supprimées. Elles ont réduit leur activité au minimum, voire ont pratiquement disparu. Une partie importante de la main-d'oeuvre, y compris qualifiée, employée auparavant dans l'industrie albanaise, a donc été soumise à une mobilité professionnelle et/ou géographique forcée.
- 26 Conséquence de la mise en oeuvre des mesures évoquées précédemment, les effectifs dans le secteur d'Etat diminuent de moitié -tendance qui se prolonge avec la réforme administrative [Nati, 1995]- sans que la main-d'oeuvre en excédent puisse être totalement absorbée par le secteur privé (tableau 4)⁸. En raison d'une croissance démographique de 2,2% annuels sur la période 1970-1980, 60 000 jeunes arrivent en effet chaque année sur le marché du travail et vont grossir les rangs des chômeurs. La structure officielle du chômage dans les années 1993-94 montre que plus de 60% des chômeurs sont des jeunes : 16,3% d'entre eux ont moins de 20 ans et 45% ont entre 21 et 34 ans, tandis que seuls 38,2% ont plus de 35 ans [INSTAT, 1995]. Le chômage touche aussi les actifs les plus

diplômés : en août 1993, le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur à la recherche d'un emploi est de 10 400 et, pour des professions telles qu'agronome, zootechnicien, agro-économiste, ingénieur dans la métallurgie ou dans la mécanique, ce taux atteint 50 à 80% [Ceni, Qirici, 1994]. Ces statistiques ne rendent cependant pas totalement compte de la réalité de la situation et une enquête réalisée à Tirana met en relief le fait que le nombre réel des inactifs (qui ne cherchent pas de travail bien qu'étant en âge de travailler), auparavant quasiment nul, est en 1993 deux fois supérieur au nombre des chômeurs [United Nations Development Programme, 1995].

- 27 La deuxième grande tendance d'évolution sur le marché du travail albanais est la baisse du pouvoir d'achat des salaires. En effet, une augmentation du prix des produits de consommation courante plus rapide que celle du salaire nominal moyen dans le secteur d'Etat a entraîné une baisse du salaire moyen réel de 16,3% en 1994 par rapport à celui de 1990 [Proгри, 1995]⁹.

Tableau 4 : Emplois dans les secteurs public et privé, dans les villes

	1989	1990	1991	1992
Public	888.740	904.636	850.000	614.000
Privé	-	-	30.000	60.000
Total	888.740	904.636	880.000	674.000

	1993	1994	1995
Public	375.000	308.000	281.000
Privé	80.000	103.000	117.000
Total	455.000	411.000	398.000

Source: Institut Statistique albanais (1995), *Tregu shqiptar i punes ne tranzicion*, INSTAT, septembre.

(-) : non déterminé

- 28 La conjonction de ces deux tendances a entraîné un élargissement de l'éventail social et l'accroissement de la pauvreté. La transition va lourdement peser sur une grande partie de la population, plus particulièrement les chômeurs, les retraités et les familles nombreuses. Dans une étude intéressante du FMI, C. van Rijckeghen [1994], signale ainsi que, durant la période 1991-93, la fraction de la population urbaine vivant en dessous du seuil de pauvreté, ou consommant moins de 2 000 calories par personne et par jour, est passée de 6% à 25-30%. Selon l'Institut statistique, en 1994, le nombre de familles sans aucun revenu, ou disposant de revenus jugés insuffisants, et pouvant selon la loi bénéficier d'une aide sociale, a fortement augmenté (tableau 5). Les effets de cette paupérisation sont toutefois atténués par l'aide sociale et par l'émigration à l'étranger, qui devient une forme de régulation du marché du travail et un moyen d'accroître le revenu des ménages.

Tableau 5 : Familles disposant d'une aide de l'Etat

	1993	1994	1995 (juin)
Aide partielle	79.628	81.615	80.057
Aide complète	38.542	63.387	56.992
Total	118.170	145.002	137.049

Source: Institut statistique albanais (1995), *op. cit.*

- 29 La contraction de l'appareil productif albanais et sa situation actuelle ne le rendent donc pas à même d'assurer une activité permettant d'employer l'ensemble de la population active potentielle, y compris dotée d'un haut niveau de qualification. La mise en oeuvre de la réforme a en particulier entraîné une dégradation de la situation des institutions scientifiques. Dans l'ancien système, le développement économique était "tiré" par la science : pendant les années 1980, les investissements en recherche et développement (R-D) ont continué à croître, tandis que leur impact sur les rythmes de la croissance économique s'affaiblissait¹⁰. En dehors de l'Université de Tirana et des instituts d'enseignement supérieur, 70 institutions et centres scientifiques étaient ainsi en activité en Albanie à la fin des années 1980, sous la tutelle de l'Académie des Sciences, du Comité des Sciences et Techniques et des différents Ministères sectoriels. Le nombre d'enseignants, d'étudiants et de chercheurs était en augmentation depuis la fin des années 1950, date de création des premières institutions scientifiques et universitaires albanaises.
- 30 Les chiffres officiels actuels montrent une baisse du nombre des chercheurs dans ces instituts publics : ces instituts de recherche -hors universités- employaient 9 000 personnes en janvier 1992¹¹, 5 900 personnes en juin 1993, 5 000 en avril 1994, 4 800 en janvier 1995. En décembre 1995, ils ne comptent enfin plus que 3 700 employés¹². Ce "brain drain"¹³ peut être attribué à la restructuration, à l'émigration et au transfert d'une partie des chercheurs vers le secteur privé en liaison avec un durcissement de la contrainte budgétaire de l'Etat : des institutions scientifiques ont été regroupées ou fermées, des chercheurs ont été licenciés suite à la diminution du montant des subventions budgétaires. Le tableau ci-dessous (tableau 6) nous donne une évaluation rapportée au PIB des dépenses budgétaires des institutions scientifiques et de recherche-développement dans les universités en 1993-94. D'après les critères de l'UNESCO [1982], l'Albanie se place au rang des pays dont les dépenses publiques en matière de science et technologies sont faibles et, si on adopte le concept de Nagels [1993], la R-D albanaise serait en voie de "tiers-mondisation"¹⁴.

Tableau 6 : Dépenses publiques en matière de R-D.

Budget (millions de leks)	1993	1994

1-Institutions scientifiques (1)	250	110
2-Universités	475	500
Dont pour la R-D (2)	120	125
Total du budget de la R-D [(1)+(2)]	370	235
PIB (Millions d'USD)	840	1.000

Budget des institutions scientifiques/PIB	0,30%	0,11%
Budget des institutions scientifiques et universités/PIB	0,44%	0,23%

Source : Politika shkencore dhe e zhvillimit teknologjik, in Shkenca dhe Zhvillimi Teknologjik-Buletin informativ, n°1, mars 1996.

- 31 La crise et la restructuration de l'industrie albanaise ont largement contribué à cet effondrement : les branches industrielles ont durement subi les effets de l'ouverture commerciale et de la politique d'inspiration néo-libérale mise en place dans le pays. Auparavant considéré comme industrialisé, celui-ci est devenu agraire, la chute de l'activité industrielle se répercutant sur l'activité des institutions scientifiques. La privatisation a par ailleurs contribué à accroître l'effectif des petites entreprises, de manière générale faiblement demandeuses de R-D, tout autant qu'incapables de se restructurer dans les conditions actuelles, *a fortiori* de financer l'essor d'une R-D structurée et dynamique.
- 32 Jusque vers la fin des années 1980, les mouvements géographiques de la population albanaise étaient restreints : les mouvements internes étaient strictement contrôlés -ce qui a contribué à maintenir une partie importante de la population dans les campagnes¹⁵- et les mouvements internationaux quasi inexistants [van der Pol, 1992]. A partir de 1989-90, la conjugaison de l'ouverture politique dans un contexte de déstructuration sociale accélérée et de la dégradation de la situation économique a incité une fraction importante de la population albanaise à partir à l'étranger, temporairement ou définitivement¹⁶. Parmi ces émigrés, on trouve une proportion non moins sensible des élites intellectuelles (scientifiques et artistes).
- 33 L'émigration albanaise s'est déroulée en deux temps successifs à partir de 1990, en fonction de l'évolution politique, économique et sociale du pays : une première vague de départs souvent précipités, concentrée sur les années 1990 et 1991, a correspondu aux modifications de la situation internationale¹⁷ et à l'exacerbation de la crise économique dans le pays. A partir de 1992, la politique de réforme économique inspirée par le FMI et menée par le gouvernement s'est traduit par une contraction rapide de la production industrielle (tableau 4) et du salaire réel (-24,4% en 1992, -6,5% en 1993) et a provoqué de nouveaux départs. Ces flux se sont ralentis après 1993, à mesure que les principaux pays d'accueil prenaient des mesures de restriction quant aux entrées sur le territoire et d'aide aux populations albanaises : l'Allemagne et l'Italie ont signé des accords de coopération avec l'Albanie, contenant des volets d'aide à l'emploi pour les émigrés retournés sur le

territoire ; l'Italie a par ailleurs occupé un rôle central dans l'application du plan d'aide alimentaire *Pelikan*, achevé en 1994.

- 34 Ce phénomène de l'émigration en nombre touche une proportion extrêmement large de la population : en 1995, on estime que 25% de la population active a émigré et 22,3% des familles albanaises auraient un ou plusieurs de leurs membres à l'étranger (18,1% en 1992) [Lhomel, 1995]. Elle a aussi un impact considérable sur la vie économique et sociale du pays, contribuant à atténuer les effets de la chute de la production et de la baisse du salaire réel. Elle a ainsi permis à de nombreux ménages albanais de maintenir leur niveau de consommation, alimentant en conséquence la demande en biens de consommation importés, ou de financer leurs investissements, tels les achats de véhicules ou de matériel agricole [Lhomel, 1995]. Cet apport représente en 1993 environ 23% du revenu des ménages et constitue un support essentiel de la solvabilité de la demande en Albanie [Misja, 1993]. En 1993-94, on a par ailleurs estimé la valeur des flux de devises liés à l'émigration à 66% de la valeur des importations et 283% de la valeur des exportations¹⁸.
- 35 La population des émigrants est principalement masculine (83% du total), jeune (70% ont moins de 30 ans) et urbaine (66% du total) [Misja, 1996]. Ce sont avant tout des célibataires, quoique 31% soient partis avec un ou plusieurs membres de leur famille. La destination de ces flux a été très fortement déterminée par la proximité géographique, mais aussi par une certaine proximité culturelle. C'est ainsi que 250 000 personnes se sont dirigées vers la Grèce¹⁹, où elles occupent en priorité des emplois dans le bâtiment et saisonniers dans l'agriculture [Roux, 1992]²⁰. On estime à 100 000 le nombre de ceux partis en Italie²¹, où ils se sont orientés vers le tourisme et l'industrie. Selon l'*Albanian Observer*, les autres pays d'Europe occidentale, les Etats-Unis et le Canada auraient pour leur part accueilli 50.000 personnes.
- 36 Cet afflux massif et rapide a pu constituer dans un premier temps un facteur de déstabilisation pour des pays d'accueil où les taux de chômage globaux sont relativement élevés (12% en Italie, 9% en Grèce). En Italie, pays qui n'a historiquement pas de tradition d'accueil développée vis-à-vis de l'extérieur, les autorités, rapidement débordées, ont mis en oeuvre une politique de fermeture qui a contribué à fixer les Albanais déjà installés, principalement les illégaux, sur le sol italien, empêchant le développement de mouvements pendulaires entre l'Italie du Sud et l'Albanie [Campani, 1992]. En Grèce, l'immigration albanaise, bien que porteuse de fortes tensions sociales [European Commission, 1996], semble avoir un impact positif sur le PIB national (2,3% du PIB grec serait due à l'activité des Albanais), sans influence lourde sur le taux de chômage général dans le pays, les Albanais occupant généralement les emplois refusés par les Grecs [Goro, 1996].
- 37 De manière générale, l'insertion sociale et professionnelle de ces populations dans leur pays d'accueil semble limitée et les emplois saisonniers (75% du total en Grèce, 34% en Italie) de l'agriculture et du bâtiment représentent 45% du total de leur activité [Misja, 1993]. Lorsqu'elle a porté sur une population peu qualifiée en âge d'activité, l'émigration a permis de réduire sensiblement la pression sur le marché du travail, contribuant à la réduction du taux de chômage.
- 38 Dans le contexte évoqué précédemment, l'émigration des élites intellectuelles albanaises possède des caractéristiques propres relativement bien définies, qui la distinguent des mouvements migratoires généraux. Son importance est difficile à estimer précisément - on l'évalue généralement à au moins 20% des effectifs totaux- et nous avons donc procédé par enquête systématique auprès des directeurs des institutions scientifiques. Elle a été

effectuée durant le premier semestre de l'année 1996 et a couvert l'ensemble des universités créées avant 1992, des autres établissements de l'enseignement supérieur (tels que l'Académie des Beaux-Arts, ou l'Institut de Culture Physique) et des établissements de recherche dépendant de l'Académie des Sciences, du Comité des Sciences et des différents ministères. Le questionnaire a été soumis aux directeurs du personnel ou aux directeurs des institutions concernées, dont le plus grand nombre a accepté de répondre. Nous avons pu ainsi obtenir des réponses de 37 de ces instituts sur les 54 en activité en Albanie en 1996.

- 39 Nous avons analysé un échantillon de 678 personnes -chercheurs et enseignants auparavant intégrés dans les institutions scientifiques albanaises qui ont émigré entre 1990 et 1996- rapportés à un effectif actuel restant en Albanie estimé à 2.500 personnes²². Nous nous sommes intéressés à l'intensité de l'émigration en fonction de la date des départs, à la structure d'âge de l'émigration, au lien possible entre le pays d'émigration de ces intellectuels et le pays où nombre d'entre eux ont effectué un séjour de spécialisation dans les années 1980 et le début des années 1990. L'analyse de la durée de cette spécialisation nous a permis de mettre en relief l'importance des pertes en savoirs et savoir-faire qu'a subie l'Albanie, la nature de la formation nous a permis de nous interroger sur les professions les plus touchées par le phénomène et les raisons pour lesquelles elles l'étaient. Enfin, l'étude de l'intensité des départs en famille nous a permis de mettre en relief les différences de nature existant entre émigration en général et émigration des élites intellectuelles.
- 40 Les déterminants économiques de l'émigration des élites intellectuelles issues des pays d'Europe centrale et orientale comme des pays en développement ont fait l'objet d'un certain nombre d'études, généralement inscrites dans le cadre des théories de l'échange international analysées par Redor [1994]. Dans un contexte de mobilité parfaite des facteurs de production (capital et travail), les mouvements de main-d'oeuvre et de capitaux doivent permettre une égalisation des prix de chaque facteur : un pays relativement doté en facteur travail, tel l'Albanie, peut exporter des biens à fort contenu en travail ou alors sa main-d'oeuvre, tandis que les Etats dotés en capital, à savoir les pays développés, vont exporter des produits à fort contenu en capital, ou alors ce capital par le biais de l'investissement direct à l'étranger.
- 41 Si l'on suit ce *corpus* théorique dans une optique dynamique, les pays d'Europe centrale et orientale vont se spécialiser sur des productions à faible contenu technologique et seule la main-d'oeuvre qualifiée tendra donc à s'expatrier, tandis que les investissements occidentaux retiendront la main-d'oeuvre faiblement qualifiée. Toutefois, en Albanie, émigration de la main-d'oeuvre peu qualifiée et émigration des élites intellectuelles ont coexisté, sans doute en raison du volume limité des capitaux venus s'investir dans le pays, ce qui nous amène clairement à considérer une situation de déséquilibre²³.
- 42 Les résultats de l'enquête nous donnent bien l'image d'un phénomène déterminé par des facteurs essentiellement économiques (instabilité politique et sociale et manque de moyens mis à disposition de la recherche entrent malgré tout aussi en ligne de compte), mis en oeuvre par des individus pragmatiques. L'émigration des élites intellectuelles semble avoir elle aussi touché une population jeune (voir tableau 8) et masculine (71% de l'échantillon analysé), mais moins fortement célibataire (10%) que précédemment, et le plus souvent partie en famille (65%)²⁴. On a donc affaire à des mouvements plus réfléchis et vraisemblablement considérés dès avant le départ comme durables.

- 43 D'après les résultats de l'enquête, l'émigration intellectuelle apparaît avoir débuté assez tardivement et largement coïncidé avec l'application des réformes économiques radicales évoquées dans la première partie de l'article, aboutissant à une forte diminution du salaire réel et des emplois dans la fonction publique ; c'est donc de 1991 à 1993 que les départs ont été les plus nombreux, l'année 1992 marquant à la fois le sommet de la courbe des départs et un minimum absolu pour le budget de l'enseignement supérieur (tableaux 7-8). Le salaire mensuel moyen des chercheurs en 1995 était ainsi de 78 USD dans les institutions de l'Académie des Sciences, de 72 USD dans le Comité des Sciences, tandis que le salaire moyen d'un spécialiste diplômé de l'enseignement supérieur travaillant dans le secteur d'Etat était de 53 USD. Le même diplômé travaillant dans le secteur privé percevait pour sa part 103 USD. La part de la recherche-développement dans le budget des institutions scientifiques publiques et des universités est quant à elle passée de 0,44% à 0,23% du PIB entre 1993 et 1994 (tableau 6). On peut comprendre qu'une telle dégradation des conditions de vie comme de travail soit susceptible d'inciter les élites scientifiques à changer de secteur d'activité d'une part, à valoriser leurs compétences à l'étranger d'autre part.

Tableau 7 : Budget de l'enseignement (millions d'USD, taux de change courants)

Année	1990	1991	1992
Total enseignement	74,6	32,8	29,5
enseignement supérieur	11,7	4,7	3,6

Année	1993	1994	1995
Total enseignement	37,5	58,3	71,1
enseignement supérieur	5,6	7,4	8,2

Source : Gedeshi, I. (1996), La stabilisation macro-économique en Albanie, document de travail, Centre d'Etudes Economiques et Sociales, Tirana.

- 44 L'enquête met aussi en relief une forte concentration géographique des départs. Si les mouvements généraux d'émigration, en raison de leur caractère d'urgence, ont touché en premier lieu les régions côtières et le sud albanais, les points de départ de l'émigration intellectuelle sont les principales zones de population urbaine et scientifique. La capitale Tirana est surreprésentée avec 84% du total des départs, suivie dans une moindre mesure par Fier, Shkoder, Elabasan et Gjirokaster (tableau 8). La part des autres agglomérations apparaît sensiblement plus réduite, ce que peut expliquer un degré de qualification supérieur des scientifiques originaires de Tirana, mais aussi une perméabilité plus importante de la capitale aux valeurs "occidentales".

Tableau 8 : Résultats de l'enquête du 1er semestre 1996, émigration des élites intellectuelles albanaises

Année de départ			Age			Origine géographique		
Année	Effectifs	%	Tranche d'âge	Effectifs	%	Ville d'origine	Effectifs	%
1990	34	5	30 ans	16	2,4	Tirana	570	84,1
1991						Fier	46	6,8
1992	125	18,4	31-40 ans	201	29,6	Shkoder	13	1,9
1993	167	24,6	41-50 ans	145	21,4	Elabasan	10	1,5
1994	109	16,1	51-60 ans	33	4,9	Gjirokaster	10	1,5
1995	56	8,3	>60 ans	11	1,6	Vlorë	8	1,2
1996	29	4,3	pas de réponse	272	40,1	Durrës	6	0,9
pas de réponse	15	2,2				Lushnje	3	0,4
réponse	143	21,1				Korce	2	0,2
						pas de réponse	10	1,5
Total	678	100	Total	678	100	Total	678	100

- 45 Si la dispersion des flux est relativement importante -on dénombre près d'une trentaine de pays d'accueil incluant le Japon, des pays d'Europe centrale et orientale (Hongrie, Roumanie) et d'Afrique (Egypte)- les six premières destinations ont accueilli l'écrasante majorité des émigrants (567 personnes, soit 84% du total de l'échantillon). Les pays de destination des scientifiques ayant émigré ne sont pas nécessairement ceux choisis par les autres émigrants et la proximité géographique des pays d'accueil potentiels n'apparaît plus comme un déterminant central (presque unique) du choix (tableau 9). Si la Grèce accueille encore 22% des émigrants de l'échantillon, et l'Italie 20%, d'autres pays d'Europe occidentale et l'Amérique du Nord acquièrent de l'importance : les Etats-Unis (16% de l'échantillon), la France (14%) et la RFA (8%) sont respectivement troisième, quatrième et cinquième pays d'accueil.
- 46 Tout déterminisme géographique n'a pas pour autant disparu : les émigrants originaires de Tirana ou Fier sont à peu près proportionnellement représentés dans les principaux pays d'accueil, mais on note que ceux originaires de Vlorë et Gjirokaster, villes du sud de l'Albanie, se sont dirigés en priorité vers la Grèce et ceux originaires de Shkoder et Durrës, au nord, vers l'Italie (tableau 10). Il semble donc, pour notre échantillon, que les émigrants originaires des villes secondaires, dont les spécialisations scientifiques sont moins fines que celles des émigrants issus des villes principales, choisissent encore leur pays d'accueil en fonction de sa proximité géographique. Il n'est pas non plus exclu que la Grèce et l'Italie ne soient pas les destinations finales de ces émigrants, mais seulement un tremplin vers les autres pays de l'Union européenne et de "l'espace Schengen".

Tableau 9 : Résultats de l'enquête du 1er semestre 1996, pays d'accueil des émigrants

Pays d'accueil	Effectifs	Pays d'accueil	Effectifs
1-Grèce	147	10-Espagne	9
2-Italie	135	11-Japon	7
3-Etats-Unis	112	12-Turquie	6
4-France	95	13-Israel	5
5-Allemagne	52	14-Roumanie	4
6-Autriche	26	14-Belgique	4
7-Canada	14	Autres	19
8-Grande-Bretagne	12	Pas de réponse	20
9-Suisse	11	Total	678

Tableau 10 : Résultats de l'enquête du 1^{er} semestre 1996, origine géographique des émigrants et lien avec le pays d'émigration, pour les six premiers pays d'accueil

Pays d'émigration Ville d'origine	Tous pays	Grèce	Italie	France	Etats-Unis	Allema-gne	Autriche
Tirana	570	108	112	80	101	49	26
Fier	46	16	13	9	5	0	0
Shkoder	13	1	5	2	4	1	0
Vlorë	8	7	1	0	0	0	0
Elbasan	10	2	0	4	0	0	0
Gjirokaster	10	8	0	0	1	1	0
Durrës	6	1	4	0	0	0	0
Lushnje	3	3	0	0	0	0	0
Korçë	2	1	0	0	1	0	0
pas de réponse	10	0	0	0	0	1	0

Total(678)	678	147	135	95	112	51	26
------------	-----	-----	-----	----	-----	----	----

- 47 Nous avons donc été amenés à rechercher d'autres déterminants du choix de destination et avons en particulier croisé, pour chaque émigrant, les deux variables "pays d'accueil" et "pays de spécialisation scientifique" (tableau 11). La plus grande partie de l'échantillon analysé a en effet effectué un ou plusieurs séjours de spécialisation scientifique à l'étranger durant ses études, séjours dont la durée cumulée a pu dépasser trois ans. Les lieux privilégiés par les étudiants pour ces séjours étaient relativement indépendants de leur proximité géographique avec l'Albanie -la Grèce n'en a accueilli que sept- mais plutôt liés à un ensemble de facteurs, dont la "proximité culturelle", le niveau de développement et l'importance de la recherche scientifique, ou encore la nature des politiques de coopération culturelle et scientifique dans le pays d'accueil. Parmi ceux-ci, se trouve la France, qui a conservé de bonnes relations avec l'Albanie tout au long des années 1980. Les autorités françaises, tout comme les autorités italiennes d'ailleurs, ont soutenu la formation des scientifiques albanais et de nombreux Albanais ont donc mené une partie de leurs études en France, une fraction importante lors de la rédaction de thèses de doctorat.
- 48 Les résultats de l'enquête montrent bien que ce déterminant de "spécialisation" est particulièrement important en France, où sur 92 immigrants au moins 81 (soit 88%) avaient auparavant effectué un séjour de spécialisation. Il l'est aussi, dans une moindre mesure, en Autriche (46%), en Italie (42%) et en Grande-Bretagne (40%). Ce lien semble au contraire relativement faible aux Etats-Unis (20%) et au Canada (15%). Si on s'intéresse aux pays ayant accueilli un petit nombre d'émigrants albanais, on note que la corrélation entre émigration et spécialisation est souvent forte dans les pays "occidentaux" au sens large (Japon, Suède, Norvège), faible ailleurs.
- 49 Parmi les autres déterminants, on trouvera bien sûr les représentations des émigrants vis-à-vis des pays d'accueil potentiels et la nature des politiques d'immigration appliquées par ces derniers²⁵. La mise en oeuvre de politiques de sélection des compétences des immigrants, ainsi aux Etats-Unis, est susceptible d'attirer une population à haut niveau de compétences [Body-Gendrot, 1992]. Il ne faudrait cependant pas penser que la mise en oeuvre de politiques restrictives et l'érection de barrières à l'entrée des personnes tendent à bloquer les mouvements migratoires, quand qu'elles n'ont bien souvent pour effet que de fixer les nouveaux arrivants dans le pays d'accueil, tout retour vers l'Albanie ne pouvant être alors que définitif.
- 50 On peut distinguer sommairement trois groupes de pays. Le premier groupe est constitué de pays proches, la Grèce et l'Italie (cette dernière occupe une position intermédiaire), qui sont des pays d'accueil traditionnels de l'émigration albanaise, mais pour lesquels la corrélation entre spécialisation et émigration n'est pas nécessairement forte. La proximité géographique, les liens historiques et culturels et leur caractère de corridor vers l'Union européenne semblent être les mieux à même d'expliquer l'importance de la pression migratoire, malgré (ou à cause de ?) la mise en place de barrières aux mouvements de personnes. Un deuxième groupe comprend principalement des pays d'Europe occidentale -la France, la RFA et encore une fois l'Italie- et le Japon. Pour ces pays, la correspondance entre émigration et spécialisation est moyenne à forte. Une grande partie des émigrants issus de ce deuxième groupe semble avoir cherché à poursuivre ou à valoriser sa formation au sein de son pays de spécialisation. On note par

ailleurs que l'effectif de ceux qui ont effectué leur spécialisation dans un pays de cette catégorie et émigrent dans un autre pays de cette même catégorie est faible. Cette inertie relative peut sans doute être expliquée par la barrière que représente la reconnaissance mutuelle des diplômés en dépit des réglementations de l'Union Européenne et par les réseaux de connaissance qu'ont pu développer les étudiants lors de leur séjour de spécialisation. Nous précisons toutefois que l'enquête ne nous a pas permis de mettre en relief l'existence de réseaux structurés ayant facilité le départ de scientifiques albanais vers une destination donnée. Les liens personnels (famille, amis), professionnels (collègues de travail) et la solidarité entre Albanais ont pu jouer, mais uniquement au niveau individuel.

- 51 Un dernier groupe comprend enfin les pays d'Amérique du Nord. Quoique la distance géographique et culturelle entre l'Albanie et ces pays soit importante, ils attirent une importante population d'émigrés, bien supérieure à l'effectif de ceux venus effectuer des séjours de spécialisation temporaire. Ce dernier groupe est en fait constitué par les Etats-Unis et le Canada, dont on connaît les politiques de fait de sélection des immigrants par la mise en place de quotas [Quinet, 1993]. Ces deux pays, qui sont riches et se sont bâtis par l'immigration, occupent de surcroît une place croissante dans les représentations des Albanais, qui estiment pouvoir y valoriser leurs connaissances plus aisément qu'en Europe occidentale²⁶.

Tableau 11 : Résultats de l'enquête du 1er semestre 1996, pays d'émigration et corrélation avec le pays de spécialisation

Pays d'accueil	Emigration	Spécialisation	Emigration et spécialisation ^a
Grèce	141	8	7
Italie	124	71	57
France	95	99	81
Etats-Unis	112	23	23
Allemagne	51	29	23
Autriche	26	14	12
Canada	14	2	0
Suisse	11	2	2
Royaume-Uni	10	8	5
Espagne	9	1	1
Japon	7	5	5

Autres	78	n.d.	n.d.
Total	678	-	-

n.d. non déterminé - sans objet

- 52 Une analyse de l'impact réel -positif ou négatif- de l'émigration des élites intellectuelles apparaît difficile en l'état actuel des choses car nous manquons de données sur deux de ses caractéristiques essentielles, à savoir sa nature temporaire ou définitive et la nature des activités entreprises par les émigrants une fois arrivés à destination. Nous avons déjà signalé que, contrairement à la plus grande partie des émigrés albanais, les scientifiques de notre échantillon étaient pour la plupart partis en famille, ce qui nous amène à penser que le départ est souvent considéré *a priori* comme définitif. Nous n'avons cependant qu'une vague idée du taux réel de retour en Albanie.
- 53 De même, les indications dont nous disposons en ce qui concerne l'activité des émigrants albanais à l'étranger ne portent que sur une fraction réduite de l'échantillon (tableau 12). Si nous nous intéressons malgré tout à l'échantillon analysable, nous remarquons que plus de 50% des émigrés pour lesquels nous disposons effectivement d'une information ne travaillent plus dans leur ancien secteur d'activité une fois à l'étranger. Ce rapport est particulièrement important en Grèce (73% de l'échantillon analysable), en Autriche (60%) et aux Etats-Unis (58%) ; il l'est moins en RFA (38%) et en France (18%)²⁷. Les données disponibles pour les Etats-Unis semblent d'ailleurs confirmer que les politiques d'immigration menées par les Etats d'Amérique du Nord ne visent pas nécessairement à valoriser les compétences des immigrés, mais seulement à préserver le niveau de qualification de l'immigration en général.
- 54 Il serait hasardeux de généraliser trop rapidement dans ce sens, mais nous disposons en tout état de cause d'une estimation minimale : plus de 10% de notre échantillon total ne travaille plus dans son domaine d'activité d'origine. D'autres études sur l'émigration des élites intellectuelles venues d'Europe centrale et orientale mettent en relief les pertes en ressources humaines qu'elle entraîne généralement²⁸ : de nombreuses personnes qualifiées ou diplômées acceptent à l'étranger des "travaux subalternes au noir, pour une durée limitée" [de Tinguay, Morokvasic, 1992]. Or seule l'émigration sans déqualification serait susceptible d'avoir un impact positif tranché : les émigrés constitueraient alors des liens entre organismes d'origine et organismes d'accueil. Selon toute vraisemblance, l'émigration des élites intellectuelles à l'étranger entraîne donc des pertes en savoirs et savoir-faire significatives pour l'Albanie, pertes que nous espérons pouvoir mieux évaluer ultérieurement.

Tableau 12 : Emigrés ayant changé de domaine d'activité.

Emigrés partis en :	Grèce	Italie	France	Etats-Unis	Allema-gne	Autriche
Pas de réponse	111	90	63	96	38	16
Non	8	15	27	11	8	4

Oui	22	19	5	15	5	6
-----	----	----	---	----	---	---

- 55 Ces pertes sont importantes, mais sélectives : l'enquête nous montre que les sciences naturelles, la mécanique, les secteurs des matières premières et les langues sont les premiers domaines touchés, tandis que les sciences économiques, le droit, la philosophie, l'histoire et la médecine apparaissent plus épargnés par l'émigration. Ceci peut être expliqué en priorité par la qualité des compétences acquises et requises : nombre des scientifiques travaillant dans les premiers secteurs énumérés sont partis à l'étranger dans les années 1980 et possèdent en conséquence des compétences reconnues au niveau international, ce qui n'est pas le cas dans les domaines du droit ou des sciences économiques. Les diplômés d'histoire sont quant à eux difficilement valorisables à l'étranger, tandis que les médecins jouissent encore d'une position relativement enviable sur le territoire albanais, situation pouvant les inciter à ne pas émigrer.
- 56 Connaissant l'importance de la mécanique, de l'agriculture et des matières premières pour l'économie albanaise, on peut dire que ses secteurs-clés (incluant industrie mécanique, métallurgie, papier, textile, chimie) ont été les plus touchés par l'émigration ; la désindustrialisation rapide qu'a connue le pays sous la pression de la concurrence internationale et de la chute du pouvoir d'achat de la population peuvent expliquer en partie ce phénomène, mais la fuite des cerveaux a aussi pu contribuer à la baisse de la production à terme, en particulier dans le domaine des produits énergétiques²⁹.
- 57 L'émigration intellectuelle contribue aussi vraisemblablement à une perte de dynamisme importante dans les institutions scientifiques, où l'âge moyen des chercheurs augmente (il est de 44,2 ans en 1995, d'après une enquête effectuée par le Comité des sciences auprès de la plupart des institutions albanaises) et où des compétences disparaissent dans les activités de pointe, grevant les capacités d'innovation technologiques, y compris dans des secteurs potentiellement dynamiques (on retrouve ici la question des spécialisations à l'étranger, car les émigrés sont généralement des scientifiques ayant déjà effectué au moins un séjour de ce type).

Tableau 13 : Répartition des effectifs dans les institutions scientifiques par tranche d'âge en 1995

Age	<25	25-30	31-35	36-40	41-45
%	1,6	5,6	9,3	16,7	27,1

Age	46-50	51-55	56-60	>60
%	12,5	14,8	9,9	2

Source : enquête effectuée par le Comité des sciences albanais.

- 58 On peut toutefois évoquer d'autres types d'impact, qui ne sont pas tous négatifs, que ce soit pour le pays d'accueil ou pour le pays d'origine. Nous pensons, quoi qu'il en soit, que la nature de cet impact dépend en grande partie des décisions que prendront les émigrés

de retourner à terme en Albanie. Reprenant les arguments de Quinet [1993], nous pouvons signaler que les finances publiques albanaises sont susceptibles d'être fortement affectées par l'émigration des intellectuels, dans le sens où "*elles ne bénéficieraient pas des capacités contributives des travailleurs dont elles avaient financé la formation, et [où] la prise en charge des inactifs reposerait sur un plus petit nombre de personnes dotées d'un potentiel de rémunérations plus faible*". Ce type d'effet "peau de chagrin" pourrait dans une certaine mesure peser à son tour sur les entreprises locales, dont l'émigration réduit les débouchés internes, limitant les économies d'échelle potentielles et affectant la compétitivité-coût des produits nationaux. L'émigration tend alors à affecter le niveau de salaire réel des populations restées dans le pays, créant de nouvelles vagues d'émigration et décourageant l'investissement étranger³⁰.

- 59 D'un point de vue encore plus large et considérant de nouveau l'alternative *exit* et *voice* de Hirschman, on peut s'interroger sur les effets de l'émigration intellectuelle sur l'évolution de la société albanaise en général : les émigrés représentent comme on l'a déjà dit une fraction de la population jeune, urbaine, cultivée et ayant voyagé, généralement familiarisée avec les valeurs de l'économie de marché et de la démocratie. Leur participation à la vie politique économique et sociale albanaise, y compris en dehors de leur domaine de compétence, pourrait contribuer à faciliter grandement la réussite du processus de la transition.
- 60 Les aspects positifs de l'émigration tiennent pour leur part avant tout aux flux de devises suscités par les transferts de revenus des populations émigrées. Nous ne pouvons cependant les évaluer correctement dans l'état actuel des choses en Albanie, en ce qui concerne les élites intellectuelles. S'ils ne sont certainement pas nuls -et seront d'autant plus élevés qu'un émigrant a pu trouver un emploi dans son domaine de spécialisation- le fait que les scientifiques albanais aient généralement émigré avec leur famille et de façon durable nous amène à penser que le motif de solidarité avec des membres de la famille restés en Albanie joue moins fortement que dans le cas de l'émigration albanaise en général. Ces flux seront par conséquent proportionnellement moins importants. Enfin, nous avons déjà signalé que l'émigration permet une réduction de la pression sur un marché du travail en voie de contraction. Cet argument peut difficilement être invoqué avec pertinence dans des domaines scientifiques et techniques, où les compétences sont plus rares que les besoins. Tout au contraire, les départs sont susceptibles d'entraîner la disparition de branches entières de l'appareil productif albanais.
- 61 L'émigration des élites intellectuelles est donc un mouvement central de l'évolution économique et sociale en Albanie. Dans une étude importante, Layard *et alii* [1992] évoquent les effets bénéfiques pour les deux parties de mouvements de migration Est-Ouest limités, mais aussi les dangers de flux incontrôlés ; en conséquence, la mise en oeuvre de mécanismes de régulation semble nécessaire. Les moyens dont disposent les autorités albanaises pour retenir les scientifiques sont toutefois limités. Ainsi, les possibilités d'action sur le niveau de revenu des chercheurs et enseignants du secteur public -premier facteur de l'émigration intellectuelle- sont en particulier relativement restreintes dans la conjoncture économique actuelle, marquée par l'austérité budgétaire.
- 62 Un autre facteur important est celui des conditions de travail, à savoir les moyens financiers, physiques et humains mis à disposition des chercheurs, mais aussi l'accès aux informations locales et étrangères. Encore une fois, il semblerait que la marge de manoeuvre des autorités soit faible. Un dernier déterminant sur lequel il est possible de jouer est peut-être la réinsertion sociale et professionnelle des émigrés retournés en

Albanie, qui n'est actuellement pas prise en compte [Mejdani, 1995]. On note ainsi que nombreux sont ceux qui ne sont pas acceptés par leurs anciens collègues et ne peuvent donc réintégrer leur ancien poste. De manière générale, la limitation de la "fuite des cerveaux" en Albanie passe très certainement par la définition préalable d'une politique de la formation et de la science, elle-même insérée dans une politique industrielle de long terme.

- 63 Il est vraisemblable qu'une régulation de ces mouvements ne peut être sérieusement envisagée sans la coopération des principaux pays d'accueil de cette émigration et plus particulièrement des Etats-membres de l'Union européenne. Etant donné que la pression à l'émigration permanente est d'autant plus forte que les possibilités d'émigration temporaire et d'échange d'informations avec l'extérieur sont réduites, des mesures visant à faciliter ces dernières peuvent être mises en oeuvre avec profit. La contraction de l'appareil scientifique albanais aurait d'ailleurs très certainement été plus accentuée si l'Albanie n'avait pas disposé d'aides liées à la coopération internationale, plus spécifiquement avec l'Union européenne dans le cadre des programmes ACE, PHARE, TEMPUS, EAST. Pendant la période 1992-95, l'Albanie a disposé de 1.335 bourses de formation de courte et moyenne durées, environ 75% d'entre elles dépendant des programmes de l'Union européenne [Lena, 1996]. Le plus important d'entre eux est le programme de formation TEMPUS : pendant sa première phase (1992-94), plus de 5 millions d'ECU ont été investis dans les institutions de l'enseignement supérieur et plus de 10 millions d'ECU doivent l'être durant la seconde phase (1994-1998) [Thereska, 1994]. Ces programmes constituent très certainement un pilier central d'aide à la régulation de l'émigration intellectuelle albanaise.
- 64 Enfin, une variable de modernisation de la structure productive albanaise, donc de régulation de ces flux est très certainement l'appel aux capitaux extérieurs, donc à l'investissement direct étranger, qui est resté limité jusqu'à présent. On se trouve ici dans une situation de cercle vicieux, l'émigration intellectuelle contribuant à décourager l'investissement direct étranger, dont l'absence incite à l'émigration. Il n'existe encore une fois aucune solution miracle à ce problème, mais on peut penser qu'attirer les capitaux étrangers suppose en premier lieu de définir, puis de faire connaître, des secteurs d'activité, des entreprises, potentiellement compétitifs, ce qui nous ramène à la définition d'une politique industrielle précédemment évoquée, mais généralement guère en vogue dans les grands organismes internationaux.

BIBLIOGRAPHIE

BERD (1996), *Transition Report Update*, Londres, EBRD.

BODY-GENDROT, S. (1992), "L'attraction exercée par les Etats-Unis sur les élites de l'ex-URSS et de la Chine", *Hommes et Migrations*, n° 1155, juin.

CAMPANI, G. (1992), "L'Italie et les Albanais", *Hommes et migrations*, n° 1155, juin.

CEE/ONU (1992), "Migrations from East to West : a Framework for Analysis", *Situation économique en Europe*, Genève, ONU.

CENI, A., QIRICI, S. (1994), "Periudha e tranzicionit dhe probleme te papunesise ne Shqiperi", *Ekonomia dhe Tranzicioni*, n° 2.

CHAVANCE, B. (1995), *La fin des systèmes socialistes*, Paris, L'Harmattan.

de TINGUY, A., MOROKVASIC, M. (1992), "Entre l'est et l'ouest, un nouvel espace migratoire", in MINK, G., SZUREK, J.C. (Dir.), *Cet étrange post-communisme*, Paris, La Découverte.

DITTER, J.G., GEDESHI, I (1997), "L'Albanie face aux investissements directs étrangers", in *Cahiers de l'Espace Europe*, Université Pierre Mendès France-Grenoble 2 (à paraître).

DRACH, M. (1984), *La crise dans les Pays de l'Est*, Paris, La Découverte.

European Commission (1996), *The Impact of the Development of the Countries in Eastern & Central Europe on the Community Territory*, Regional Development Studies, n° 16, Bruxelles-Luxembourg.

FMI (1994), "Albania 1994", *IMF Review*, Washington.

FOUCHER, M. (éd.) (1993), *Fragments d'Europe*, Paris, Fayard.

GORO, R. (1996), "Undesirable but... necessary", *Albanian Observer*, n° 3/96.

INSTAT (1995), *Tregu shqiptar i punes ne tranzicion*, Institut Statistique albanais, septembre.

KOPLIKU, B. (1994), *Strategjia e privatizimit ne Shqiperi, 1994-96*, Tirana.

KOPLIKU, B. (1995), "Jemi bere shembull i reformare te sukseshme", *Rilindja Demokratike*, 07/12.

LANGER, A. (1992), "Tranzicioni drejt shtetit te se drejtes", *Zeri i Popullit*, 14/02.

LAYARD, R., BLANCHARD, O., DORNBUSCH, R., KRUGMAN, P. (1992), *East-West Migrations, the Alternative*, MIT Press.

LENA, F. (1996), "Bashkepunimi nderkombetar shkencor teknologjik", *Shkenca dhe Zhvillimi Teknologjik*, *Buletin informativ*, n° 1, mars.

LHOMEL, E. (1995), "Albanie, un parcours semé d'embûches", *Europe centrale et orientale*, Documentation française, Paris.

MEJDANI, R. (1995), "Emigrimi i trurit", *Zeri i Popullit*, 27/10.

MEKSI, A. (1993), "Programi afatmesem i Qeverise per zhvillimin ekonomik te Shqiperise me 1993-1996", *Rilindja Demokratike*, 26/11.

MISJA, V. (1993), *Des aspects de la migration internationale en Albanie*, rapport d'étude, Unité des Etudes de la Population, Faculté d'Economie de l'Université de Tirana.

MISJA, V. (1996), *Probleme te emigracionit Nderkombetar*, rapport d'étude, Tirana.

NAGELS, J. (1993), *La tiers-mondisation de l'ex-URSS ?*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles.

NATI, A. (1995), "Politika buxhetore dhe pagat", *Permiresimi dhe Zhvillimi i Politikes se Pagave ne Shqiperi*, Tirana.

PERNA, T. (Coord.) (1996), *Education for the Democratic Practise in Grass-roots Organizations in Albania*, CRIC, Messine.

"Politika shkencore dhe e zhvillimit teknologjik", *Shkenca dhe Zhvillimi Teknologjik*, *Buletin informativ*, n° 1, mars 1996.

- PROGRI, V. (1995), "Statistikat e Pagave ne sektorin buxhetor", *Permiresimi dhe Zhvillimi i Politikes se Pagave ne Shqiperi*, Tirana.
- QUINET, A. (1993), "Migrations économiques : ampleur et impact", *Analyses de la SEDEIS*, n° 92.
- REDOR, D. (1994), "Les migrations de spécialistes hautement qualifiés entre l'Europe centrale et l'Union Européenne : analyse et perspective", *Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest*, n°3, septembre.
- ROUX, M. (1992), "Albanie, septembre 1992 : impressions de voyage et interrogations", *Hérodote*, n° 67, 4^{ème} trimestre.
- THERESKA, J. (1994), "Roli i TEMPUSIT ne zhvillimin e arsimit te larte ne Shqiperi", *EU Newsletter*, Tirana, décembre.
- UNESCO (1982), "An Introduction to Policy Analysis in Science & Technology", *Science Policy Studies & Documents*, n° 46, UNESCO, Paris.
- United Nations Development Programme (1995), *Albania 1995, Human Development Report*, UNDP, Tirana.
- van der POL, H. (1992), *Analysis of Migrations*, Rapport d'étude, Ministère de l'Economie et des Finances-Fonds des Nations-Unies pour l'Activité des Populations, Tirana.
- van RIJCKEGHEN, C. (1994), "Price Liberalization, the Social Safety Net, Income Distribution & Poverty, 1990-93", *Albania 1994, IMF Review*, Washington.

NOTES

*. Les auteurs tiennent à remercier Anne de Tinguy pour ses conseils lors de la rédaction de cet article.

1. Ces données proviennent du rapport de Misja [1993].
2. Voir aussi United Nations Development Programme [1995].
3. D'autres types de motivation ayant acquis de l'importance concernant les flux Est-Ouest sont le regroupement familial et les migrations d'exode de guerre. On pourra se reporter entre autres au chapitre consacré à ces questions de l'étude prospective des régions de l'arc alpin, in Commission Européenne (1995), *Etude prospective des régions de l'arc alpin et périalpin*, Regional Development Studies, Bruxelles-Luxembourg.
4. Pour une analyse générale des structures du système socialiste en Europe centrale et orientale, le lecteur intéressé pourra se reporter entre autres à Andreff, W. (1993), *La crise des économies socialistes : la rupture d'un système*, Coll. Libres Cours, PUG, Grenoble ; Lavigne, M. (1979), *Les économies socialiste, soviétique et européenne*, Armand Colin, Paris.
5. Nous empruntons cette terminologie à A. Hirschmann. Cf. Hirschmann, A.O. (1970), *Exit, Voice & Loyalty : Responses to Decline in Firms, Organizations & States*, Harvard University Press.
6. Nous donnons ici une estimation "raisonnable" de ces flux. Les estimations officielles sont généralement inférieures, de façon à ne pas dévaloriser les acquis de la réforme économique. En conséquence, les estimations disponibles varient entre 400 et 900 millions de dollars.
7. Ces objectifs sont : (1) une privatisation rapide ("en 1997, au moins 70% du PIB devra être produit par le secteur privé"), (2) une privatisation complète (touchant "toute propriété d'Etat privatisable", selon le critère que "une forme de propriété est considérée comme privatisable si,

dans un pays du monde, elle est sous forme privée "), et (3) la privatisation précède la restructuration. Les objectifs et citations proviennent du document de Kopliku [1994].

8. Les données officielles albanaises annoncent une réduction du chômage tandis que d'autres chiffres, officiels eux aussi, montrent que le nombre total d'emplois urbains est en diminution. Toujours d'après ces mêmes statistiques officielles, ce problème ne se pose pas avec la même acuité dans les campagnes, où la décollectivisation de la terre aurait permis d'occuper la plus grande partie des actifs.

9. Cette baisse est de 22,4% en 1992, de 6,45% en 1993, suivie d'une augmentation de 26,4% en 1994 et de 3,8% en 1995.

10. La faute n'en est certainement pas imputable à la science même, mais plutôt à l'incapacité du système d'économie planifiée à intégrer le progrès technique. Cf. Andreff [1993].

11. Ce chiffre et les suivants tiennent compte de l'ensemble des personnels de ces institutions, incluant chercheurs et personnels techniques.

12. Voir "Politika shkencore dhe e zhvillimit teknologjik", in *Shkenca dhe Zhvillimi Teknologjik*, Buletin informativ, n° 1, mars 1996.

13. L'expression "fuite des cerveaux" a été utilisée pour la première fois en Grande-Bretagne, pour désigner l'exode d'une main-d'oeuvre hautement qualifiée (ingénieurs) pour des motifs économiques.

14. L'UNESCO considère le niveau de ressources consacré aux dépenses de R-D comme faible en dessous du seuil de 1% du PIB.

15. Avec seulement 35% de population urbaine, l'Albanie est encore en 1991 l'Etat le plus "rural" d'Europe. Cf. Foucher [1993].

16. Il nous est impossible dans l'état actuel des choses de distinguer l'émigration réelle, durable, des mouvements pendulaires de court et moyen termes. Bien que conscients de commettre un abus de langage, nous regrouperons ces deux populations sous le terme unique d'émigrants.

17. Un événement marquant de cette période a été la "crise des ambassades" de l'été 1990, qui a incité le Parti du travail albanais à accélérer le rythme des réformes économiques et politiques.

18. Notre calcul, effectué à partir de données officielles fournies par le ministère des Finances.

19. L'annuaire statistique albanais de l'année 1991 évalue à 60 000 le nombre des "Grecs" d'Albanie en 1989, qui résident avant tout dans le sud du pays.

20. En Grèce en 1996, 31% des emplois agricoles et 11% des emplois dans la construction seraient occupés par des Albanais. Cf. *Albanian Observer*, 3/1996.

21. Chiffres officiels du ministère de l'Intérieur italien. Parmi ceux-ci, on estime à 70 000 le nombre des immigrés illégaux.

22. L'enquête a porté sur la quasi-totalité des institutions scientifiques albanaises. Toutefois, en raison des incertitudes liées à la transition (changements de direction, fusion ou disparition de certaines institutions, fort *turn-over*, licenciement précédant l'émigration, mobilité professionnelle), l'effectif des émigrés est vraisemblablement sous-estimé : seules sont comptabilisées les personnes ayant émigré alors qu'elles étaient actives au sein d'une institution durant la période précédant immédiatement leur départ à l'étranger.

Les questions posées étaient "fermées" et portaient sur le pays et l'année d'émigration, le sexe, l'âge et l'état-civil des émigrés, leurs formations, statuts et titres académiques, le pays de spécialisation éventuel et la durée de la spécialisation, ainsi que sur la possibilité d'un départ en

famille. D'autres questions, concernant l'éventualité d'un retour en Albanie, ou la possibilité d'un mariage à l'étranger, n'ont pas pu faire l'objet d'un traitement statistique, les réponses fournies étant incomplètes ou non harmonisables.

23. Entre 1991 et 1995, les flux cumulés d'investissements étrangers directs sont évalués à 210 millions de dollars, soit 66 dollars par habitant, à comparer aux 663 dollars par habitant de la Hongrie [Ditter, Gedeshi, 1997].

24. Une analyse plus approfondie nous permet de montrer à ce propos que l'échantillon comprend un nombre non négligeable de couples. Les renseignements insuffisants dont nous disposons pour la plus grande partie des émigrés ne nous permettent pas de systématiser ces résultats.

25. Une dernière catégorie de déterminant, plus difficile à quantifier, a trait aux liens personnels pouvant exister entre l'émigrant albanais et son pays d'accueil, qu'ils soient familiaux, culturels, historiques. Ils sont certainement relativement importants pour des pays ayant accueilli un petit nombre d'émigrants Albanais, ainsi la Roumanie.

26. D'après un sondage de l'Eurobaromètre, 39% des Albanais ont une préférence pour les Etats-Unis en tant que modèle, contre 44% pour l'Union européenne. En 1995, ces chiffres étaient respectivement de 16 et 64%. Cf. *Albanian Observer*, 3/1996.

27. Les chiffres du Comité des Sciences et techniques mettent par ailleurs en relief que seuls 20% des scientifiques venus effectuer une spécialisation en France travaillent encore en Albanie en 1995.

28. Dans la plupart des cas, le degré de qualification de l'emploi occupé par un émigrant à l'étranger est inférieur à celui de son emploi dans son pays d'origine.

29. Voir Alushi, Z. (1996), "Albpetrol ne falimentim te heshtur ?", *Koha Jone*, 13/03.

30. Une étude italienne, établie dans le cadre du Projet PHARE-TACIS "Democracy Programme", montre que 69% des jeunes Albanais (de 16 à 25 ans) sont prêts à quitter l'Albanie, temporairement ou définitivement. Cf. Perna [1996].

RÉSUMÉS

La fuite des élites albanaises est un processus social et économique qui n'a pas eu que des effets négatifs. Cependant pour enrayer cet exode et encourager les émigrés au retour, l'Albanie doit définir une politique scientifique et éducative claire, étroitement liée à une politique industrielle à long terme avec l'aide des programmes européens développés à cet effet (ACE, PHARE, TEMPUS ou EAST).